



Gouvernement du Canada

Government of Canada

Commission des champs
de bataille nationaux

The National Battlefields
Commission



Rapports annuels 2022-2023

SUR LA LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION

Commission des champs de bataille nationaux | juillet 2023 |



RAPPORT ANNUEL SUR LA LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION 2022-2023

INTRODUCTION

La *Loi sur l'accès à l'information* a pour objet de rendre accessibles les documents de l'administration fédérale aux citoyens canadiens, seules des exceptions précises et limitées sont prévues.

La Commission des champs de bataille nationaux (CCBN) est un organisme assujéti à la *Loi sur l'accès à l'information* et doit, en vertu de l'article 94 de ladite *Loi*, présenter en ce qui concerne son institution, un rapport d'application de la *Loi sur l'accès à l'information* qui est déposé au Parlement. De même, le rapport annuel est préparé et déposé dans le respect de l'article 20 de la *Loi sur les frais de service*.

La CCBN est une agence du gouvernement canadien et fait partie du portefeuille du ministre du Patrimoine canadien. Créée en 1908 aux termes de la *Loi concernant les champs de bataille nationaux de Québec*, SC 1908, c 57, la CCBN assume conformément à son mandat, la responsabilité de l'administration, de la gérance, de la conservation et de la mise en valeur du parc des Champs-de-Bataille (situé dans la ville de Québec), ainsi que de la gestion des fonds attribués à cette fin.

STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

Les demandes concernant la *Loi sur l'accès à l'information* sont acheminées dans la boîte AIPRP de la CCBN, puis via le nouveau système en ligne à compter du mois de juillet 2022 et un suivi est assuré au sein de la direction générale par le personnel de la direction des affaires institutionnelles qui informe la Secrétaire-directrice générale. La Directrice adjointe des affaires institutionnelles s'assure qu'elles soient traitées dans les délais prescrits par la *Loi*. Il n'y a pas de Bureau de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels (AIPRP) étant donné que la CCBN est un petit organisme.

La CCBN n'a pas conclu d'entente pour la fourniture de services avec une autre institution en lien avec l'article 96 de la *Loi sur l'accès à l'information*.

En ce qui a trait aux demandes d'accès à l'information complétées, la direction des affaires institutionnelles a la responsabilité de coordonner la publication avec le soutien de la direction des communications pour la mise en ligne.

Quant aux aspects de publication proactive en lien avec la partie 2 de la *Loi*, c'est le Dirigeant principal des finances qui s'assure que ce soit fait dans le respect des exigences de la *Loi*.



ORDONNANCE DE DÉLÉGATION DE POUVOIRS

La Secrétaire-directrice générale, qui est coordonnatrice de l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels détient les pleins pouvoirs aux fins de l'administration de la *Loi sur l'accès à l'information*, tel qu'il appert d'une copie signée du décret de délégation de pouvoirs jointe au présent rapport.

RENDEMENT POUR 2022-2023

Comme en témoigne le rapport statistique ci-joint, la CCBN a reçu une seule demande officielle en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information* et deux demandes informelles pour la période de référence du 1^{er} avril 2022 au 31 mars 2023. La demande officielle a été traitée dans un délai inférieur à 30 jours pour la période d'établissement de rapport, et ce, sans qu'aucune demande de prolongation n'ait été requise. Aucune demande ni aucune plainte n'est active, en attente des périodes d'établissement de rapports précédentes.

Le pourcentage des demandes officielles répondues dans l'année fiscale est de 100 %.

La CCBN a reçu le même nombre de demandes officielles qu'en 2021-2022.

Le tableau ci-dessous fait état des tendances pluriannuelles concernant les demandes d'accès à l'information reçues et achevées :

| Période | Nombre de demandes reçues au cours de la période | Nombre de demandes achevées au cours de la période |
|----------------|---|---|
| 2022-2023 | 1 | 1 |
| 2021-2022 | 1 | 1 |
| 2020-2021 | 3 | 3 |
| 2019-2020 | 3 | 3 |
| 2018-2019 | 0 | 0 |

Pour la demande officielle, la disposition des documents était « divulgation partielle » puisque les exceptions des alinéas c) et d) du paragraphe (1) de l'article 20 ont été invoqués.

Aucune institution n'a sollicité de consultation auprès de la CCBN.

Malgré les défis que représentait le contexte de la pandémie liée à la COVID-19, la CCBN est parvenue à traiter adéquatement les demandes reçues. Ainsi, aucun enjeu n'a été soulevé relativement aux demandes d'accès à l'information.

Le formulaire du rapport statistique et celui du rapport statistique supplémentaire sur la *Loi sur l'accès à l'information* ont été validés par le Secrétariat du Conseil du Trésor et ceux-ci sont joints.



FORMATION ET SENSIBILISATION

Aucune activité de formation ou de sensibilisation liée aux demandes d'accès à l'information n'a été dispensée pendant la période d'établissement de rapport. Il est prévu des activités de formation et de sensibilisation pour la prochaine année fiscale.

POLITIQUES, LIGNES DIRECTRICES ET PROCÉDURES

La CCBN n'a élaboré aucune nouvelle politique, ligne directrice ou procédure pendant la présente période d'établissement de rapport.

PUBLICATION PROACTIVE EN VERTU DE LA PARTIE 2 DE LA LAI

La CCBN est désignée comme une institution gouvernementale à l'annexe II de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

Voici les liens vers l'endroit où la CCBN a publié les exigences de publication proactive qui devaient être respectées durant la période de référence :

Pour la divulgation des frais de voyage et d'accueil :

<https://www.ccbn-nbc.gc.ca/fr/divulgation-proactive/divulgation-des-frais-voyage-accueil/>
<https://ouvert.canada.ca/fr/divulgation-proactive>

Pour les dépenses annuelles de voyages, d'accueil et de conférences :

<https://www.ccbn-nbc.gc.ca/fr/divulgation-proactive/depenses-annuelles-voyages-accueil-conferences/>
<https://ouvert.canada.ca/fr/divulgation-proactive>

Pour les contrats gouvernementaux :

<https://www.ccbn-nbc.gc.ca/fr/divulgation-proactive/divulgation-des-contrats/>
<https://ouvert.canada.ca/fr/divulgation-proactive>

Pour les demandes d'accès à l'information complétées :

<https://www.ccbn-nbc.gc.ca/fr/acces-information-protection-des-renseignements-personnels/demandes-acces-information-completees/>
https://ouvert.canada.ca/fr/search/ati?ati%5B0%5D=ati_organization_fr%3ACommission%20des%20champs%20de%20bataille%20nationaux

La CCBN a mis en place des rappels internes afin de répondre aux exigences de la publication proactive.

INITIATIVES ET PROJETS VISANT À AMÉLIORER L'ACCÈS À L'INFORMATION

Commission des champs de bataille nationaux
835, Wilfrid-Laurier
Québec (Québec) G1R 2L3
Téléphone : (418) 648-3506
Télécopieur : (418) 648-3638



La migration vers un nouveau système de traitement des demandes d'accès à l'information est la seule initiative ou projet ayant contribué à améliorer l'accès à l'information.

RÉSUMÉ DES QUESTIONS CLÉS ET DES MESURES PRISES À LA SUITE DES PLAINTES

Dans le contexte où la CCBN n'a reçu aucune plainte pendant la période d'établissement de rapport, aucun enjeu particulier n'a été soulevé.

ÉTABLIR DES RAPPORTS SUR LES FRAIS D'ACCÈS À L'INFORMATION AUX FINS DE LA LOI SUR LES FRAIS DE SERVICE

La *Loi sur les frais de service* exige qu'une autorité responsable fasse annuellement rapport au Parlement sur les frais perçus par l'institution.

En ce qui concerne les frais perçus en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*, les renseignements ci-dessous sont déclarés conformément à l'article 20 de la *Loi sur les frais de service*.

Au cours de la période 2022-2023, la CCBN a perçu 5 \$ découlant de l'autorité habilitante de la *Loi sur l'accès à l'information*. Ce montant correspond aussi au total des revenus.

Il n'y a aucune recette découlant du frais ni aucuns frais n'ont été remboursés pour l'exercice financier 2022-2023.

Le coût de fonctionnement du programme s'élève à 13 080 \$ pour cette même période.

CONTRÔLE DE LA CONFORMITÉ

Les suivis quant au temps de traitement des demandes sont généralement faits par la Directrice adjointe des affaires institutionnelles de la CCBN, de façon hebdomadaire, lorsqu'il y a des demandes en traitement. Dans ce cas, la Secrétaire-directrice générale est tenue informée du suivi accordé aux demandes. Pour la période d'établissement de rapport 2022-2023, une surveillance diligente a été opérée.

Aucune consultation interinstitutionnelle n'a été requise. De même, le caractère ponctuel et divergent des demandes reçues n'a laissé entrevoir aucune similarité permettant un regroupement des renseignements demandés aux fins d'une mise à la disposition du public par d'autres moyens.

C'est le niveau de responsabilité de direction générale qui est informé des publications et s'assure d'un contrôle mensuel quant à l'exhaustivité et l'exactitude des informations publiées.

| Commission des champs de bataille nationaux | | Pouvoir de dépenser | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | Autres pouvoirs | | | | | | | | | | | | | |
|---|----------------------|---|----------------|---------|----------------|---------------|-------------------------------|---------|-------------|-------------|---------------------|--|---|---------------------------------------|----------------------------|---|----------------------------|--------------------------|---|------------------------------|--|-----------------|----|----|----|----|----|--------------------------|----------------------------------|---------------------------------------|--|-------------------|------------------------|---|-----------------------|
| Tableau de délégation du pouvoir de signer des documents financiers | | Initiation des dépenses Article 32 LGFP - Pouvoir d'engagement | | | | | | | | | | | | | | Article 34 LGFP Exécution du contrat | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | Salaires et autres frais touchant le personnel | Reconnaissance | Voyages | Réinstallation | Postes isolés | Formation et perfectionnement | Accueil | Conférences | Cotisations | Avances permanentes | Approbation des subventions et contributions | Approbation des subventions et contributions plus modifications | Accords de subvention ou contribution | Remboursement des recettes | Réclamations de l'État ou contre l'État | Paiements à titre gracieux | Autres biens et services | Demande de remboursement voyages, réinstallation, accueil | Subventions et contributions | Salaires et autres frais touchant le personnel | | | | | | | Autres biens et services | Article 33 LGFP Pouvoir de payer | Baux et permis (l'État est locataire) | Accord de prêt (matériel, artefacts et objets) | Pertes de deniers | Radiation des créances | Demande ou acceptation d'une mesure de compensation | Radiation du matériel |
| Titre du poste | Champs de compétence | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 | 27 | 28 | 29 | 30 | 31 | | | |
| Président | Commission | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | | | |
| Secrétaire | Commission | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | | | |
| Secrétaire adjointe | Commission | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | | | |
| Agente des services financiers | Commission | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | P | | | |
| Adjointe à la rémunération | Commission | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Agent de gestion de matériel et d'approvisionnement & adjoint à la comptabilité | Commission | | | | | | | | | | | | | | | | | 2 | P | | | | P | | | | | | | | | | | | |
| Chef du service de sûreté | Service | | | | | | | | | | | | | | | | | 2 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Responsable du service de l'entretien | Service | | | | | | | | | | | | | | | | | 2 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Responsable des espaces verts | Service | | | | | | | | | | | | | | | | | 2 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Responsable du service culturel et technique | Service | | | | | | | | | | | | | | | | | 2 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Responsable du service à la clientèle | Service | | | | | | | | | | | | | | | | | 2 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Adjointe de communication | Service | | | | | | | | | | | | | | | | | 2 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Adjointe exécutive | Service | | | | | | | | | | | | | | | | | 2 | | | | | | | | | | | | | | | | | |

RECOMMANDÉ PAR: *Abel Jurek*
Président de la Commission des champs de bataille nationaux

APPROUVÉ PAR: *Joel Sumner*
Ministre du Patrimoine canadien, de la Condition féminine et des Langues officielles

Notes :
 - Le tableau doit être consulté en se référant aux notes au tableau de délégation du pouvoir de signer des documents financiers et l'annexe A qui définit les modalités et les restrictions financières au tableau de délégation.
 - P signifie que les pleins pouvoirs sont délégués au poste sous réserve des pouvoirs spécifiques et restrictions monétaires tels que décrits à l'annexe A de la colonne correspondante.
 - Si un montant d'argent est précisé (ex: 2 = 2 000 \$) on ne peut dépasser ce montant. De plus, si la cellule est vide, cela signifie qu'aucun pouvoir n'a été octroyé.



Rapport statistique sur la *Loi sur l'accès à l'information*

Nom de l'institution: Commission des champs de bataille nationaux

Période d'établissement de rapport : 2022-04-01 au 2023-03-31

Section 1 – Demandes en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*

1.1 Nombre de demandes

| | | Nombre de demandes |
|---|---|--------------------|
| Reçues pendant la période d'établissement de rapport | | 1 |
| En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente | | 0 |
| • En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente | 0 | |
| • En suspens pour plus d'une période d'établissement de rapport | 0 | |
| Total | | 1 |
| Fermées pendant la période d'établissement de rapport | | 1 |
| Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport | | 0 |
| • Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport dans les délais prévus par la <i>Loi</i> | 0 | |
| • Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport au-delà des délais prévus par la <i>Loi</i> | 0 | |

1.2 Source des demandes

| Source | Nombre de demandes |
|------------------------------------|--------------------|
| Médias | 0 |
| Secteur universitaire | 0 |
| Secteur commercial (secteur privé) | 0 |
| Organisation | 0 |
| Public | 1 |
| Refus de s'identifier | 0 |
| Total | 1 |

1.3 Mode des demandes

| Mode | Nombre des demandes |
|--------------|---------------------|
| En ligne | 1 |
| Courriel | 0 |
| Poste | 0 |
| En personne | 0 |
| Téléphone | 0 |
| Télécopieur | 0 |
| Total | 1 |

Section 2 – Demandes informelles

2.1 Nombre de demandes informelles

| | | Nombre de demandes |
|---|---|--------------------|
| Reçues pendant la période d'établissement de rapport | | 2 |
| En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente | | 0 |
| • En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente | 0 | |
| • En suspens pour plus d'une période d'établissement de rapport | 0 | |
| Total | | 2 |
| Fermées pendant la période d'établissement de rapport | | 1 |
| Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport | | 1 |

2.2 Mode des demandes informelles

| Mode | Nombre des demandes |
|--------------|---------------------|
| En ligne | 0 |
| Courriel | 2 |
| Poste | 0 |
| En personne | 0 |
| Téléphone | 0 |
| Télécopieur | 0 |
| Total | 2 |

2.3 Délai de traitement pour les demandes informelles

| Délai de traitement | | | | | | | Total |
|---------------------|---------------|---------------|----------------|-----------------|-----------------|-------------------|-------|
| 1 à 15 jours | 16 à 30 jours | 31 à 60 jours | 61 à 120 jours | 121 à 180 jours | 181 à 365 jours | Plus de 365 jours | |
| 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 |

2.4 Pages communiquées informellement

Section 3 – Demandes à la Commissaire à l'information pour ne pas donner suite à la demande

| | Nombre de demandes |
|--|---------------------------|
| En suspens depuis la période d'établissement de rapports précédente | 0 |
| Envoyées pendant la période d'établissement de rapports | 0 |
| Total | 0 |
| Approuvées par la Commissaire à l'information pendant la période d'établissement de rapports | 0 |
| Refusées par la Commissaire à l'information au cours de la période d'établissement de rapports | 0 |
| Retirées pendant la période d'établissement de rapports | 0 |
| Reportées à la prochaine période d'établissement de rapports | 0 |

Section 4 – Demandes fermées pendant la période d'établissement de rapports

4.1 Disposition et délai de traitement

| Disposition des demandes | Délai de traitement | | | | | | | Total |
|---|---------------------|---------------|---------------|----------------|-----------------|-----------------|-------------------|-------|
| | 1 à 15 jours | 16 à 30 jours | 31 à 60 jours | 61 à 120 jours | 121 à 180 jours | 181 à 365 jours | Plus de 365 jours | |
| Communication totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Communication partielle | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 |
| Exception totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exclusion totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Aucun document n'existe | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Demande transférée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Demande abandonnée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Ni confirmée ni infirmée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Refus d'agir avec l'approbation de la Commissaire à l'information | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 |

4.2 Exceptions

| Article | Nombre de demandes | Article | Nombre de demandes | Article | Nombre de demandes | Article | Nombre de demandes |
|---------------|--------------------|-----------|--------------------|-----------|--------------------|---------|--------------------|
| 13(1)a) | 0 | 16(2) | 0 | 18a) | 0 | 20,1 | 0 |
| 13(1)b) | 0 | 16(2)a) | 0 | 18b) | 0 | 20,2 | 0 |
| 13(1)c) | 0 | 16(2)b) | 0 | 18c) | 0 | 20,4 | 0 |
| 13(1)d) | 0 | 16(2)c) | 0 | 18d) | 0 | 21(1)a) | 0 |
| 13(1)e) | 0 | 16(3) | 0 | 18.1(1)a) | 0 | 21(1)b) | 0 |
| 14 | 0 | 16.1(1)a) | 0 | 18.1(1)b) | 0 | 21(1)c) | 0 |
| 14a) | 0 | 16.1(1)b) | 0 | 18.1(1)c) | 0 | 21(1)d) | 0 |
| 14b) | 0 | 16.1(1)c) | 0 | 18.1(1)d) | 0 | 22 | 0 |
| 15(1) | 0 | 16.1(1)d) | 0 | 19(1) | 0 | 22.1(1) | 0 |
| 15(1) - A.I.* | 0 | 16.2(1) | 0 | 20(1)a) | 0 | 23 | 0 |
| 15(1) - Déf.* | 0 | 16,3 | 0 | 20(1)b) | 0 | 23,1 | 0 |
| 15(1) - A.S.* | 0 | 16.4(1)a) | 0 | 20(1)b.1) | 0 | 24(1) | 0 |
| 16(1)a)(i) | 0 | 16.4(1)b) | 0 | 20(1)c) | 1 | 26 | 0 |
| 16(1)a)(ii) | 0 | 16,5 | 0 | 20(1)d) | 1 | | |
| 16(1)a)(iii) | 0 | 16,6 | 0 | | | | |
| 16(1)b) | 0 | 17 | 0 | | | | |
| 16(1)c) | 0 | | | | | | |
| 16(1)d) | 0 | | | | | | |

*A.I. : Affaires internationales Déf. : Défense du Canada A.S. : Activités subversives

4.3 Exclusions

| Article | Nombre de demandes | Article | Nombre de demandes | Article | Nombre de demandes |
|---------|--------------------|---------|--------------------|---------------|--------------------|
| 68a) | 0 | 69(1) | 0 | 69(1)g) re a) | 0 |
| 68b) | 0 | 69(1)a) | 0 | 69(1)g) re b) | 0 |
| 68c) | 0 | 69(1)b) | 0 | 69(1)g) re c) | 0 |
| 68.1 | 0 | 69(1)c) | 0 | 69(1)g) re d) | 0 |
| 68.2a) | 0 | 69(1)d) | 0 | 69(1)g) re e) | 0 |
| 68.2b) | 0 | 69(1)e) | 0 | 69(1)g) re f) | 0 |
| | | 69(1)f) | 0 | 69.1(1) | 0 |

4.4 Format des documents communiqués

| Papier | Électronique | | | | Autres |
|--------|-----------------------|---------------------|-------|-------|--------|
| | Document électronique | Ensemble de données | Vidéo | Audio | |
| 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 |

4.5 Complexité

4.5.1 Pages pertinentes traitées et communiquées en formats papier et document électronique

| Nombre de pages traitées | Nombre de pages communiquées | Nombre de demandes |
|--------------------------|------------------------------|--------------------|
| 4 | 4 | 1 |

4.5.2 Pages pertinentes traitées en fonction de l'ampleur des demandes en formats papier et document électronique par disposition des demandes

| Disposition | Moins de 100 pages traitées | | 100 à 500 pages traitées | | 501 à 1 000 pages traitées | | 1 001 à 5 000 pages traitées | | Plus de 5 000 pages traitées | |
|---|-----------------------------|----------------|--------------------------|----------------|----------------------------|----------------|------------------------------|----------------|------------------------------|----------------|
| | Nombre de demandes | Pages traitées | Nombre de demandes | Pages traitées | Nombre de demandes | Pages traitées | Nombre de demandes | Pages traitées | Nombre de demandes | Pages traitées |
| Communication totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Communication partielle | 1 | 4 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exception totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exclusion totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Demande abandonnée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Ni confirmée ni infirmée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Refus d'agir avec l'approbation de la Commissaire à l'information | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 1 | 4 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

4.5.3 Minutes pertinentes traitées et communiquées en format audio

| Nombre de minutes traitées | Nombre de minutes communiquées | Nombre de demandes |
|----------------------------|--------------------------------|--------------------|
| 0 | 0 | 0 |

4.5.4 Minutes pertinentes traitées en fonction de l'ampleur des demandes en format audio par disposition des demandes

| Disposition | Moins de 60 minutes traitées | | 60-120 minutes traitées | | Plus de 120 minutes traitées | |
|---|------------------------------|------------------|-------------------------|------------------|------------------------------|------------------|
| | Nombre de demandes | Minutes traitées | Nombre de demandes | Minutes traitées | Nombre de demandes | Minutes traitées |
| Communication totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Communication partielle | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exception totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exclusion totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Demande abandonnée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Ni confirmée ni infirmée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Refus d'agir avec l'approbation de la Commissaire à l'information | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

4.5.5 Minutes pertinentes traitées et communiquées en format vidéo

| Nombre de minutes traitées | Nombre de minutes communiquées | Nombre de demandes |
|----------------------------|--------------------------------|--------------------|
| 0 | 0 | 0 |

4.5.6 Minutes pertinentes traitées en fonction de l'ampleur des demandes en format vidéo par disposition des

4.5.7 Autres complexités

| Disposition | Consultation requis | Avis juridique | Autres | Total |
|--|--------------------------------|-----------------------|---------------|--------------|
| Communication totale | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Communication partielle | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exception totale | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exclusion totale | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Demande abandonnée | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Ni confirmée ni infirmée | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Refus d'agir avec l'approbation de la Commissaire à l'information | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 | 0 |

4.6 Demandes fermées

4.6.1 Nombre de demandes fermées dans les délais prévus par la *Loi*

| | |
|---|-----|
| Nombre de demandes fermées dans les délais prévus par la <i>Loi</i> | 1 |
| Pourcentage des demandes fermées dans les délais prévus par la <i>Loi</i> (%) | 100 |

4.7 Présomptions de refus

4.7.1 Motifs du non-respect des délais prévus par la *Loi*

| Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la <i>Loi</i> | Motif principal | | | |
|--|---|----------------------|----------------------|-------|
| | Entrave au fonctionnement / Charge de travail | Consultation externe | Consultation interne | Autre |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

4.7.2 Demandes fermées au-delà des délais prévus par la *Loi* (y compris toute prorogation prise)

| Nombre de jours de retard au-delà des délais prévus par la <i>Loi</i> | Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la <i>Loi</i> où aucune prorogation n'a été prise | Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la <i>Loi</i> où une prorogation a été prise | Total |
|---|--|---|-------|
| 1 à 15 jours | 0 | 0 | 0 |
| 16 à 30 jours | 0 | 0 | 0 |
| 31 à 60 jours | 0 | 0 | 0 |
| 61 à 120 jours | 0 | 0 | 0 |
| 121 à 180 jours | 0 | 0 | 0 |
| 181 à 365 jours | 0 | 0 | 0 |

| | | | |
|-------------------|---|---|---|
| Plus de 365 jours | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 |

4.8 Demandes de traduction

| Demandes de traduction | Acceptées | Refusées | Total |
|--------------------------|-----------|----------|-------|
| De l'anglais au français | 0 | 0 | 0 |
| Du français à l'anglais | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 |

Section 5 – Prorogations

5.1 Motifs des prorogations et disposition des demandes

| Disposition des demandes où le délai a été prorogé | 9(1)a Entrave au fonctionnement | 9(1)b Consultation | | 9(1)c Avis à un tiers |
|---|------------------------------------|-----------------------|--------|--------------------------|
| | | Article 69 | Autres | |
| Communication totale | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Communication partielle | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exception totale | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exclusion totale | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Demande abandonnée | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Aucun document n'existe | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Refus d'agir avec l'approbation de la Commissaire à l'information | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 | 0 |

5.2 Durée des prorogations

| Durée des prorogations | 9(1)a Entrave au fonctionnement | 9(1)b Consultation | | 9(1)c Avis à un tiers |
|------------------------|------------------------------------|-----------------------|--------|--------------------------|
| | | Article 69 | Autres | |
| 30 jours ou moins | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 31 à 60 jours | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 61 à 120 jours | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 121 à 180 jours | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 181 à 365 jours | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Plus de 365 jours | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 | 0 |

Section 6 – Frais

| Type de frais | Frais perçus | | Frais dispensés | | Frais remboursés | |
|---------------|--------------------|---------|--------------------|---------|--------------------|---------|
| | Nombre de demandes | Montant | Nombre de demandes | Montant | Nombre de demandes | Montant |
| Présentation | 1 | \$5,00 | 0 | \$0,00 | 0 | \$0,00 |
| Autres frais | 0 | \$0,00 | 0 | \$0,00 | 0 | \$0,00 |
| Total | 1 | \$5,00 | 0 | \$0,00 | 0 | \$0,00 |

Section 7 – Demandes de consultation reçues d'autres institutions et organisations

7.1 Demandes de consultation reçues d'autres institutions du gouvernement du Canada et autres organisations

| Consultations | Autres institutions du gouvernement du Canada | Nombre de pages à traiter | Autres organisations | Nombre de pages à traiter |
|---|---|---------------------------|----------------------|---------------------------|
| Reçues pendant la période d'établissement de rapport | 0 | 0 | 0 | 0 |
| En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Fermées pendant la période d'établissement de rapport | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Reportées à l'intérieur des délais négociés à la prochaine période d'établissement de rapport | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Reportées au-delà des délais négociés à la prochaine période d'établissement de rapport | 0 | 0 | 0 | 0 |

8.2 Demandes auprès du Bureau du Conseil privé

| Nombre de jours | Moins de 100 pages traitées | | De 100 à 500 pages traitées | | De 501 à 1 000 pages traitées | | De 1 001 à 5 000 pages traitées | | Plus de 5 000 pages traitées | |
|-----------------|-----------------------------|--------------------|-----------------------------|--------------------|-------------------------------|--------------------|---------------------------------|--------------------|------------------------------|--------------------|
| | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées |
| 1 à 15 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 16 à 30 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 31 à 60 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 61 à 120 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 121 à 180 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 181 à 365 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Plus de 365 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

Section 9 – Enquêtes et compte rendus de conclusion

9.1 Enquêtes

| Article 32 Avis d'enquête | Article 30(5) Cessation de l'enquête | Article 35 Présenter des observations |
|------------------------------|---|--|
| 0 | 0 | 0 |

9.2 Enquêtes et rapports des conclusions

| Article 37(1) Comptes rendus initiaux | | | Article 37(2) Comptes rendus finaux | | |
|---------------------------------------|---|---|-------------------------------------|---|---|
| Reçus | Contenant des recommandations émis par la Commissaire à l'information | Contenant des ordonnances émis par la Commissaire à l'information | Reçus | Contenant des recommandations émis par la Commissaire à l'information | Contenant des ordonnances émis par la Commissaire à l'information |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

Section 10 – Recours judiciaire

10.1 Recours judiciaires sur les plaintes

| Article 41 | | | | |
|---------------|-----------------|----------|--|-------|
| Plaignant (1) | Institution (2) | Tier (3) | Commissaire à la protection de la vie privée (4) | Total |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

10.2 Recours judiciaires sur les plaintes de tiers en vertu de l'alinéa 28(1)b)

| |
|---|
| Article 44 - en vertu de l'alinéa 28(1)b) |
| 0 |

Section 11 – Ressources liées à la *Loi sur l'accès à l'information*

11.1 Coûts

| Dépenses | | Montant |
|---------------------------------------|-----|-----------------|
| Salaires | | \$13 080 |
| Heures supplémentaires | | \$0 |
| Biens et services | | \$0 |
| • Contrats de services professionnels | \$0 | |
| • Autres | \$0 | |
| Total | | \$13 080 |

11.2 Ressources humaines

| Ressources | Années-personnes consacrées aux activités liées à l'accès à l'information |
|--|---|
| Employés à temps plein | 0,080 |
| Employés à temps partiel et occasionnels | 0,000 |
| Employés régionaux | 0,000 |
| Experts-conseils et personnel d'agence | 0,000 |
| Étudiants | 0,000 |
| Total | 0,080 |

Remarque : Entrer des valeurs à trois décimales.

Rapport statistique supplémentaire sur la Loi sur l'accès à l'information et la Loi sur la protection des renseignements personnels

Nom de l'institution : Commission des champs de bataille nationaux

Période d'établissement de rapport : 2022-04-01 au 2023-03-31

Section 1 : Capacité de recevoir des demandes sous la Loi sur l'accès à l'information et la Loi sur la protection des renseignements personnels

Indiquez le nombre de semaines pendant lesquelles votre institution a pu recevoir des demandes d'AIPRP par les différents canaux.

| | Nombre de semaines |
|--|--------------------|
| Capacité de recevoir des demandes par la poste | 52 |
| Capacité de recevoir des demandes par courriel | 52 |
| Capacité de recevoir des demandes au moyen du service de demande numérique | 52 |

Section 2 : Capacité de traiter les dossiers sous la Loi sur l'accès à l'information et la Loi sur la protection des renseignements personnels

2.1 Indiquez le nombre de semaines pendant lesquelles votre institution a pu traiter des documents papiers à différents niveaux de classification.

| | Ne peut pas traiter | Peut traiter en partie | Peut traiter en totalité | Total |
|---|---------------------|------------------------|--------------------------|-------|
| Documents papiers non classifiés | 0 | 0 | 52 | 52 |
| Documents papiers Protégé B | 0 | 0 | 52 | 52 |
| Documents papiers Secret et Très secret | 0 | 0 | 52 | 52 |

2.2 Indiquez le nombre de semaines pendant lesquelles votre institution a pu traiter des documents électroniques à différents niveaux de classification.

| | Ne peut pas traiter | Peut traiter en partie | Peut traiter en totalité | Total |
|---|---------------------|------------------------|--------------------------|-------|
| Documents électroniques non classifiés | 0 | 0 | 52 | 52 |
| Documents électroniques Protégé B | 0 | 0 | 52 | 52 |
| Documents électroniques Secret et Très secret | 0 | 0 | 52 | 52 |


Section 3 : Demandes ouvertes et plaintes en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

3.1 Indiquez le nombre de demandes ouvertes qui sont en suspens depuis des périodes de rapport précédentes.

| Exercice financier au cours duquel les demandes ouvertes ont été reçues | Demandes ouvertes dans les délais prescrits par la Loi en date du 31 mars 2023 | Demandes ouvertes dépassant les délais prescrits par la Loi en date du 31 mars 2023 | Total |
|---|--|---|----------|
| Reçues en 2022-2023 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2021-2022 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2020-2021 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2019-2020 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2018-2019 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2017-2018 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2016-2017 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2015-2016 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2014-2015 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2013-2014 ou plus tôt | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 |

Rangée 11, col. 3 de la section 3.1 doit être égale à la rangée 7, col. 1 de la section 1.1 du Rapport statistique sur la Loi sur l'accès à l'information 2022-2023

3.2 Indiquez le nombre de plaintes ouvertes auprès du Commissaire à l'information du Canada qui sont en suspens depuis des périodes de rapport précédentes.

| Exercice financier au cours duquel les plaintes ouvertes ont été reçues par institution | Nombre de plaintes ouvertes |
|---|-----------------------------|
| Reçues en 2022-2023 | 0 |
| Reçues en 2021-2022 | 0 |
| Reçues en 2020-2021 | 0 |
| Reçues en 2019-2020 | 0 |
| Reçues en 2018-2019 | 0 |
| Reçues en 2017-2018 | 0 |
| Reçues en 2016-2017 | 0 |
| Reçues en 2015-2016 | 0 |
| Reçues en 2014-2015 | 0 |
| Reçues en 2013-2014 ou plus tôt | 0 |

| | |
|----------|---|
| plus tôt | 0 |
| Total | 0 |

Section 4 : Demandes ouvertes et plaintes en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels

4.1 Indiquez le nombre de demandes ouvertes qui sont en suspens depuis des périodes de rapport précédentes.

| Exercice financier au cours duquel les demandes ouvertes ont été reçues | Demandes ouvertes dans les délais prescrits par la Loi en date du 31 mars 2023 | Demandes ouvertes dépassant les délais prescrits par la Loi en date du 31 mars 2023 | Total |
|---|--|---|-------|
| Reçues en 2022-2023 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2021-2022 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2020-2021 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2019-2020 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2018-2019 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2017-2018 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2016-2017 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2015-2016 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2014-2015 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2013-2014 ou plus tôt | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 |

Rangée 11, col. 3 de la section 4.1 doit être égale à la rangée 7, col. 1 de la section 1.1 du Rapport statistique sur la Loi sur la protection des renseignements personnels 2022-2023

4.2 Indiquez le nombre de plaintes ouvertes auprès du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada qui sont en suspens depuis des périodes de rapport précédentes.

| Exercice financier au cours duquel les plaintes ouvertes ont été reçues par institution | Nombre de plaintes ouvertes |
|---|-----------------------------|
| Reçues en 2022-2023 | 0 |
| Reçues en 2021-2022 | 0 |
| Reçues en 2020-2021 | 0 |
| Reçues en 2019-2020 | 0 |
| Reçues en 2018-2019 | 0 |
| Reçues en 2017-2018 | 0 |
| Reçues en 2016-2017 | 0 |
| Reçues en 2015-2016 | 0 |
| Reçues en 2014-2015 | 0 |
| Reçues en 2013-2014 ou plus tôt | 0 |
| Total | 0 |

Section 5: Numéro d'assurance social

| | |
|--|-----|
| Votre institution a-t-elle commencé une nouvelle collecte ou une nouvelle utilisation cohérente du NAS en 2022-2023? | Non |
|--|-----|

Section 6: Accès universel sous la Loi sur la protection des renseignements personnels

| | |
|---|---|
| Combien de demandes ont été reçues de la part de ressortissants étrangers confirmés en dehors du Canada en 2022-2023? | 0 |
|---|---|

Rangée 1, col. 1 de la section 6 doit être égale ou inférieure à la rangée 1, col. 1 de la section 1.1 du Rapport statistique sur la Loi sur la protection des renseignements personnels 2022-2023